

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY

NANCY, le 02/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOVACARB**

La Madeleine  
34 rue Gilbert Bize - BP 15  
54410 LA MADELEINE

Références : DS/IP/1965\_2022  
Code AIOT : 0006200307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2022 dans l'établissement NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 LANEUEVILLE DEVANT NANCY. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite au basculement au seuil de "Crise" sécheresse sur la zone "Moselle amont et Meurthe", l'inspection a réalisé une visite d'inspection sur la gestion de la ressource en eau et sur le respect des prescriptions à mettre en œuvre en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 LANEUEVILLE DEVANT NANCY
- Code AIOT : 0006200307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société NOVACARB exploite une usine de fabrication de carbonate et de bicarbonate de sodium.

Le site prélève de l'eau dans la Meurthe et dans le canal de la Marne au Rhin, principalement pour le procédé de fabrication, pour le refroidissement des équipements et pour l'extraction de la saumure.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse – Gestion raisonnée de la ressource en eau

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
3	Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 2	/	Sans objet
4	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
5	Seuil "Alerte" Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.2)	/	Sans objet
6	Rapport suite au déclenchement du seuil "Alerte" sécheresse	AP Complémentaire du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.2)	/	Sans objet
7	Seuil "Alerte Renforcée" Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.3)	/	Sans objet
8	Seuil "Crise" Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.4)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur la gestion de l'eau du site (notamment les prélèvements) en période de sécheresse.

L'inspection n'a pas relevé de non conformité sur les points contrôlés lors de la visite de contrôle, l'exploitant met en oeuvre les mesures qui lui sont imposées en période de sécheresse.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 4.1.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Utilisation	Consommation moyenne maximale annuelle	Débit maximal Horaire
MEURTHE	Procédé (saturation du CO2) et sondages salins (3 pompes)	24 177 680 m <sup>3</sup>	3*920 m <sup>3</sup> /h
CANAL DE LA MARNE AU RHIN	Refroidissement procédé et production de vapeur (2 pompes)	10 888 680 m <sup>3</sup>	2 * 700 m <sup>3</sup> /h
<b>Constats :</b>			
Conformément à l'arrêté préfectoral du 27/07/10, le site dispose de deux points de prélèvements distincts, un dans la Meurthe 6 (FRCR281) et un deuxième dans le Canal de la Marne au Rhin.			
L'eau prélevée dans la Meurthe 6 est utilisée principalement dans le procédé (production du carbonate de sodium), pour les sondages salins (production de saumure), pour le refroidissement d'une partie des équipements et des gaz, et pour les lavages divers du site.			
Tandis que l'eau prélevée dans le Canal, de meilleure qualité (notamment due à sa concentration faible en chlorures), est utilisée pour la production d'eau déminéralisée (pour la production de vapeur et de carbonate de sodium), pour l'appoint des circuits de réfrigération et sert également pour le refroidissement de machines et procédés nécessitant une eau de meilleure qualité.			
Le prélèvement dans la Meurthe s'effectue par le biais de 3 pompes (plus une de maintenance) à partir d'un "bassin" alimenté par un écoulement gravitaire de l'eau de la Meurthe. Et le deuxième prélèvement s'effectue directement dans le canal de la Marne au Rhin via 2 pompes (plus une de secours).			
Le site restitue en moyenne entre 87 et 90% du volume d'eau prélevé dans la Meurthe (hors période de sécheresse et arrêt des rejets salins).			
Les seuils maximaux horaires fixés dans l'arrêté préfectoral, correspondent aux débits maximaux des pompes, et n'ont donc pas été dépassés. L'historique des prélèvements annuels montrent que les prélèvements du site sont conformes aux seuils annuels autorisés (déclarations GEREP : 21 682 510 m <sup>3</sup> en 2019 ; 21 485 572 m <sup>3</sup> en 2020 et 18 698 311 m <sup>3</sup> en 2021).			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les 5 canalisations de prélèvements (refoulement des pompes) sont équipées de débitmètres munis de systèmes de télé-relève.  Le suivi des niveaux de prélèvements et rejets est donc réalisé via un système informatisé accessible en salle de contrôle et à distance. Ainsi, l'exploitant dispose d'un suivi instantané des débits de prélèvements d'eau du site.  Les données sont extraites à minima tous les mois afin de conserver les débits de prélèvements et rejets.  Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les débits de prélèvements et rejets moyens journaliers depuis le déclenchement du niveau d'alerte dans la zone "Moselle amont et Meurthe" le 23/06/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs totalisateurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les instruments utilisés à l'occasion de l'une au moins des opérations visées à l'article 1er du décret du 3 mai 2001 susvisé sont soumis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au contrôle en service ;</li><li>- à la vérification primitive pour les instruments réparés.</li></ul> <p>Toutefois, les compteurs utilisés uniquement dans le cadre de la fourniture d'eau pour la défense contre les incendies ne sont pas soumis au contrôle en service.</p> <p>Le contrôle en service consiste en la vérification périodique ou, le cas échéant, en le contrôle des instruments en service par leur détenteur, dans les conditions prévues à l'article 18.</p>
<p><b>Constats :</b> L'ensemble des débitmètres mesurant les débits prélevés ont été contrôlés en 2016 par la société C.N.S Instrumentation.</p> <p>Les PV de vérification et de conformité transmis par l'exploitant concluent que les appareils et les mesures de débits sont conformes.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit procéder à des contrôles périodiques des débitmètres tous les 7 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP et GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise ses déclarations GEREP et précise, dans la partie "Prélèvements" de la déclaration, les quantités d'eau prélevées selon les origines d'approvisionnement. Outre les prélèvements dans les masses d'eau superficielles (dans la Meurthe 6 et dans le Canal de la Marne au Rhin pour les besoins en eau du procédé) et le prélèvement dans le réseau d'adduction en eau potable de la ville (pour les besoins sanitaires), le site prélève également de l'eau dans une masse d'eau souterraine (Plateau lorrain versant Rhin). L'eau est prélevée dans le forage situé au niveau de la concession minière de Lenoncourt (sondages salins) et est principalement utilisée pour les besoins sanitaires du personnel.  Ce forage n'est pas encadré par l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du sel par dissolution dans la concession (AP n°974 du 05/02/2001). Les niveaux de prélèvements sont faibles (1 500 m <sup>3</sup> en 2019, 2 949 m <sup>3</sup> en 2020 et 3 124 m <sup>3</sup> en 2021) et le forage est déclaré dans la base de données Infoterre du BRGM.  L'inspection proposera ultérieurement à Monsieur le Préfet d'encadrer ce forage par arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Seuil "Alerte" Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.2)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stade Alerte – Dispositions à mettre en œuvre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du dépassement du seuil d'alerte, les prélèvements sont portés au maximum à 80% du prélèvement autorisé, soit diminués de 830 m <sup>3</sup> /h.  En outre, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :  <ul style="list-style-type: none"><li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau,</li><li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux,</li><li>- interdiction de laver les véhicules de l'établissement,</li><li>- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire,</li><li>- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau,</li><li>- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau,</li><li>- mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents.</li></ul> Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.
<b>Constats :</b> Suite au déclenchement du seuil d'alerte dans la zone "Moselle amont et Meurthe" par arrêté préfectoral du 23/06/2022, l'exploitant a mis place les dispositions prévues dans son arrêté préfectoral n° 20180652 du 23/07/2018 :  <ul style="list-style-type: none"><li>- sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et les risques de pollution des eaux via des flashes d'information et l'ajout d'un point sécheresse dans les comités opérationnels hebdomadaires ;</li><li>- interdiction de laver des véhicules sauf impératif lié à la sécurité (visibilité ou propreté des routes) ;</li><li>- utilisation des eaux du process recyclées pour le lavage des abords et des installations indispensables au bon fonctionnement des équipements de production ;</li><li>- report temporaire du nettoyage du groupe distillatoire (économie de 800 m<sup>3</sup>) et planification des nettoyages des tours aéroréfrigérantes au printemps ;</li><li>- simulation des exercices incendies sans utilisation d'eau ;</li><li>- et arrêt complet des rejets salins (modulés en fonction de la capacité de la Meurthe à recevoir la charge en chlorures conformément à l'article 4 de l'APC n°1998-433 du 22/06/1998 fixant les conditions de rejets).</li></ul> Par ailleurs, du fait de la crise énergétique et de l'épisode de sécheresse, le site a ralenti sa production (le site produit actuellement 1 300 t/j de carbonate de sodium et en marche nominale la production du site est de 1 700 t/j). Ainsi, durant d'alerte, le prélèvement total moyen du site est de 2 484 m <sup>3</sup> /h environ, soit 60 % du prélèvement total autorisé. La réduction des prélèvements totaux à 80 % du prélèvement autorisé en période d'alerte imposée par l'arrêté préfectoral précité est donc respecté.  L'inspection constate néanmoins que les prescriptions "sécheresse" (notamment celles relatives à la réduction des prélèvements) sont inadaptées au fonctionnement du site. Dans le cadre de l'instruction du diagnostic technico-économique déposé par l'exploitant, l'inspection proposera, ultérieurement au préfet, une mise à jour des prescriptions sécheresse par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Rapport suite au déclenchement du seuil "Alerte" sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.2)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport intermédiaire - Déclenchement du seuil d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation.</li> <li>- le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement),</li> <li>- le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T°,</li> <li>- le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site,</li> <li>- le débit en marche dégradée,</li> <li>- le débit de sécurité si existant,</li> <li>- la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ...</li> </ul> <p>Les quantités seront données en m<sup>3</sup>/jour ou m<sup>3</sup>/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre par des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection, le 29/06/2022 (sous un délai d'une semaine), des dispositions mises en œuvre, des débits de prélèvements et de rejets, et de la période d'arrêt estival via la déclaration sur Démarches Simplifiées.</p> <p>Les données sur les températures et les différents débits de fonctionnement (en marche normale, dégradée et de sécurité) ont été transmis par l'exploitant le 01/09/2022 suite à la visite d'inspection.</p> <p>Durant la période d'alerte, le site a fonctionné 24h/24h, le prélèvement moyen total était de 2 484 m<sup>3</sup>/h, 64% du volume total prélevé était restitué à la Meurthe, la température moyenne des rejets était de 29°C et le delta de température moyen entre l'amont et l'aval des rejets dans la Meurthe était de 0,2°C.</p> <p>Selon les calculs approximatifs, le débit de fonctionnement en marche normale (avec une température de l'eau prélevée à 26°C) est de 3 300 m<sup>3</sup>/h et le débit minimum nécessaire pour un fonctionnement à une allure de production sécuritaire est de 2 600 m<sup>3</sup>/h (cette allure minimum est nécessaire pour assurer la sécurité et la protection de l'environnement). Ainsi, durant la période d'alerte, du fait de la baisse de la production, l'allure de production du site est au minimum sécuritaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Seuil "Alerte Renforcée" Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.3)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stade Alerte Renforcée – Dispositions à mettre en œuvre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées à l'article 4.1.3.2 ci-dessus) : en particulier, les prélèvements sont portés au maximum à 72 % du prélèvement autorisé, soit diminués de 1 1160 m <sup>3</sup> /h. De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'art. 4.1.3.2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet.
<b>Constats :</b> Suite au déclenchement du seuil d'alerte renforcée par arrêté préfectoral du 18/07/2022, l'exploitant a notamment renforcé les mesures mises en œuvre suite au déclenchement du seuil d'alerte.  Durant la période d'alerte renforcée, le site a maintenu l'allure de production réduite, le prélèvement total moyen du site était de 2 583 m <sup>3</sup> /h soit 62% du prélèvement total autorisé. La réduction des prélèvements totaux à 72% du prélèvement autorisé en période d'alerte renforcée imposée par l'arrêté préfectoral précité est donc respectée.  Par ailleurs, le site a fonctionné 24h/24h, 74% du volume total prélevé était restitué à la Meurthe, la température moyenne des rejets était de 29°C et le delta de température moyen entre l'amont et l'aval des rejets dans la Meurthe était de 0,5°C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Seuil "Crise" Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2 (4.1.3.4)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée (citées à l'article 4.1.3.3 ci-dessus) nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le Préfet.
<b>Constats :</b> Suite au basculement en crise (par arrêté préfectoral du 12/08/2022), l'exploitant a notamment renforcé les mesures mises en œuvre suite au déclenchement du seuil d'alerte renforcée et informé l'inspection le 19/08 des dispositions en place via la déclaration sur Démarches Simplifiées.  Le site a maintenu l'allure de production réduite et poursuivi ses efforts de réduction de la consommation d'eau, ainsi le prélèvement total moyen a réduit ; il est de 2 335 m <sup>3</sup> /h (entre le déclenchement de la crise du 12/08 et le 28/08) soit 56% du prélèvement total autorisé. La réduction des prélèvements totaux à 72% du prélèvement autorisé en période de crise imposée par l'arrêté préfectoral précité est donc respecté.  Par ailleurs, le site a fonctionné 24h/24h, 74% du volume total prélevé était restitué à la Meurthe, la température moyenne des rejets était de 30°C et le delta de température moyen entre l'amont et l'aval des rejets dans la Meurthe était de 0,8°C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet